

Des solutions pratiques pour intégrer la nutrition, l'eau, l'assainissement et l'hygiène

Investir en faveur de la nutrition des enfants est une démarche essentielle pour constituer le capital humain indispensable au développement socioéconomique d'un pays. Pour que ces investissements portent leurs fruits, il est indispensable d'améliorer les services d'eau, d'assainissement et d'hygiène (EAH). Les recherches que nous avons menées au Cambodge, en Éthiopie et à Madagascar¹ ont fait ressortir différentes perspectives et solutions permettant de mieux lutter contre la dénutrition en conjuguant les efforts déployés en matière d'EAH et de nutrition. À travers l'exemple de ces trois pays, cette note d'information propose des mesures pratiques pouvant être répliquées par d'autres gouvernements et partenaires de développement afin d'instaurer une approche intégrée et intersectorielle de politiques, de programmes et de financements.

Raoly et sa fille Natasha au nouveau point d'eau de leur village dans la commune de Belavabary, à Madagascar.



Crédits: WaterAid/Ernest Randriarimalala

Des mesures pratiques pour intégrer la nutrition et l'eau, l'assainissement et l'hygiène

Il n'existe pas de solution toute faite pour l'élaboration d'une approche intersectorielle. Les actions mises en place doivent, en outre, être adaptées au contexte. Les entretiens que nous avons réalisés au Cambodge, en Éthiopie et à Madagascar font écho aux travaux et à l'expérience de la Banque mondiale, de l'USAID, d'Action contre la Faim et d'autres acteurs^{2,3,4}. Ces échanges font ressortir des pistes communes permettant aux gouvernements et aux partenaires de développement de prendre des mesures intégrant EAH et nutrition :

- Cibler les interventions d'EAH sur les zones sensibles en matière de dénutrition (on parle aussi de convergence ou de colocalisation) grâce à la collecte systématique de données localisées.
- Promouvoir des comportements d'hygiène essentiels dans le cadre des interventions de nutrition. Parmi ces comportements essentiels figurent notamment le lavage des mains à certains moments spécifiques, le respect des règles élémentaires de manipulation et de stockage des aliments et de l'eau, la préparation des repas dans de bonnes conditions d'hygiène, la mise en place d'espaces sûrs où les enfants puissent jouer sans être au contact d'animaux ou de déjections animales, et l'élimination sûre des selles des enfants.

- Cibler en priorité les mères, les nouveau-nés et les jeunes enfants dans le cadre des interventions d'EAH, en reconnaissant qu'une couverture communautaire élevée, en particulier en matière d'assainissement, est essentielle pour limiter la contamination de l'ensemble de l'environnement.
- Offrir un ensemble minimum intégré de services et d'informations en matière de santé, de nutrition et d'EAH, et renforcer les capacités ainsi que les ressources des plateformes de prestation de services et des travailleurs de première ligne tels que les agents de vulgarisation sanitaire.
- Assurer la tenue régulière de réunions de coordination verticales et horizontales entre partenaires d'EAH et de nutrition (décideurs politiques, bailleurs de fonds, ONG), du niveau local au niveau national.



La voie vers la réussite

1 Leadership

Engager les dirigeants du plus haut niveau (premiers ministres ou présidents) à assurer une coordination interministérielle et à demander des comptes aux ministères compétents chargés de l'intégration de l'EAH et de la nutrition.

Compte tenu de la multiplicité des causes de la dénutrition, la lutte contre ce déséquilibre nécessite une coordination et une redevabilité interministérielles solides. Au Cambodge et à Madagascar, la nutrition a été déclarée comme un enjeu prioritaire dont la gestion a été confiée à un haut responsable du gouvernement, ce qui a contribué à accélérer les progrès dans ce domaine.

Au Cambodge, l'intégration de l'EAH et de la nutrition est supervisée par un groupe de travail intergouvernemental de haut niveau présidé par le directeur du cabinet du vice-premier ministre, le vice-premier ministre lui-même se positionnant en ardent défenseur de l'action intersectorielle. Le gouvernement éthiopien a décidé de mettre en place une instance supra-ministérielle de haut niveau similaire, appelée National Nutrition Coordination Body (structure de coordination nationale de la nutrition). Cette instance assure la coordination entre 13 ministères dans l'optique de renforcer la collaboration et la redevabilité en matière de nutrition.

2 Politiques

Premièrement, s'assurer que les plans de développement nationaux et régionaux adoptent une approche intersectorielle d'intégration des interventions de nutrition et d'EAH afin d'améliorer la nutrition des enfants. Deuxièmement, veiller à l'harmonisation et à la complémentarité des politiques de nutrition et d'EAH.

Les politiques nationales de nutrition doivent intégrer des priorités prenant en compte la nutrition qui soient claires, y compris en matière d'interventions EAH. Ces politiques doivent être associées à des ministères chefs de file et être assorties d'un budget suffisant, de cibles et d'indicateurs. Les plans nationaux en matière d'EAH ne doivent plus s'intéresser uniquement aux chiffres illustrant l'accès à ces services, mais aussi prendre en compte et suivre les effets des interventions d'EAH sur la réduction de la dénutrition. Ces plans doivent, en outre, contribuer aux cibles et aux indicateurs du plan de nutrition.

À Madagascar, le domaine de l'EAH est l'un des axes stratégiques du plan national de nutrition. Décliné sous la forme d'interventions clairement définies et complètes, cet axe est également doté d'un plan opérationnel et d'un plan de suivi et d'évaluation. En Éthiopie, la seconde phase du programme national « One WASH » permet de prendre en compte des indicateurs de santé et de nutrition plutôt qu'uniquement la couverture en services d'EAH, avec une implication accrue du ministère de la Santé.

3 Financements et solidité des systèmes gouvernementaux

Financer intégralement les plans nationaux d'EAH et de nutrition grâce à des stratégies de financement clairement définies entre ministères, lesquelles favorisent une meilleure coordination.

D'avantage de financements nationaux et internationaux sont nécessaires afin de renforcer les systèmes gouvernementaux et de s'assurer que les interventions dans le domaine de l'EAH sont alignées sur les objectifs de nutrition.

Au Cambodge, la conférence nationale de 2018 sur l'EAH et la nutrition convoquée par le vice-premier ministre a appelé à l'élaboration d'un plan d'action stratégique pour accélérer les progrès sur ces deux volets. Le ministère de l'Économie et des Finances a notamment été chargé de contribuer à la préparation du plan d'action stratégique et d'approuver le budget de prestation de services des ministères compétents, en accordant la priorité aux zones sensibles. Au Cambodge, les financements d'organismes bailleurs de fonds, alignés sur les plans du gouvernement, ont permis de soutenir des projets pilotes d'approches intersectorielles et d'appuyer la production de données probantes. L'appui des bailleurs de fonds restera primordial pour permettre au gouvernement de dresser une cartographie nationale complète des zones sensibles en matière de dénutrition et d'élargir la portée de ses interventions. En Éthiopie, les programmes de première ligne menés par le gouvernement, notamment au travers des agents de vulgarisation sanitaire et agricole, constituent d'importants relais pour la transmission de messages relatifs à l'EAH et à la nutrition au niveau communautaire. Néanmoins, à défaut de financements pour renforcer leurs capacités, ces agents de première ligne se retrouvent débordés et en manque de ressources. Un important roulement des effectifs est ainsi observé.

4 Données

Gouvernements et bailleurs de fonds doivent classer les investissements par ordre de priorité dans les systèmes de données, afin de permettre un ciblage et une hiérarchisation efficaces ainsi qu'un suivi fiable.

Cette démarche doit être axée sur la production de données actualisées et localisées relatives aux zones sensibles de dénutrition. Elle doit s'appuyer, le cas échéant sur des études existantes. En outre, le partage régulier de données entre les différents ministères chargés des questions de nutrition et d'EAH permettra de mieux orienter les interventions vers ces zones sensibles.

Les recherches que nous avons menées au Cambodge et en Éthiopie ont identifié le déficit de collecte et de partage de données entre les échelons local et national et entre ministères compétents comme un obstacle majeur au suivi des interventions. En l'absence de données localisées, fiables et actualisées sur le retard de croissance et l'émaciation, il n'est pas possible de suivre correctement les progrès réalisés dans le cadre des plans nationaux intersectoriels de nutrition.

5 Coordination à l'échelon infranational

Transposer des mécanismes nationaux de coordination solides à l'échelon infranational afin de veiller au respect du principe de redevabilité à tous les niveaux.

Gouvernements et bailleurs de fonds doivent investir dans le renforcement des capacités et dans la mise en place d'incitations pour permettre aux autorités infranationales de planifier, de mettre en œuvre et de suivre conjointement des approches associant EAH et nutrition.

À Madagascar, 22 bureaux de nutrition régionaux ont pour mission de suivre la mise en œuvre du plan national de nutrition. Ces bureaux pourraient être renforcés afin de faciliter la planification et la mise en œuvre conjointes d'interventions d'EAH et de nutrition. Au Cambodge, le Conseil national pour l'agriculture et le développement rural a appelé les gouverneurs de provinces et de districts à jouer un rôle fédérateur plus important auprès des acteurs de la nutrition et de l'EAH. Le document final de la conférence nationale sur l'EAH et la nutrition convoquée en décembre 2018 par le gouvernement appelle les bureaux de province et de district des ministères compétents, tels que le ministère de la Santé et le ministère du Développement rural, à renforcer la coordination, aussi bien entre eux et qu'avec les ministères auxquels ils sont respectivement rattachés.

6 Partage de connaissances

Autorités locales, OSC, ONG et bailleurs de fonds doivent accorder une importance prioritaire à la documentation et au partage de connaissances et d'expériences en matière d'intégration de projets d'EAH et de nutrition afin d'accompagner les gouvernements dans l'adoption et le renforcement de modèles ayant fait leurs preuves.

Le partage de connaissances est primordial aux échelons local, infranational, national et international. Il peut notamment s'agir de partager des enseignements tirés de projets d'EAH et de nutrition dans le cadre de réunions régulières de coordination de la nutrition aux niveaux national et infranational, ou encore dans le cadre de revues sectorielles conjointes. À l'échelle internationale, un partage d'enseignements pourrait avoir lieu dans le cadre de la collaboration actuelle entre le Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN) et le partenariat Assainissement et eau potable pour tous (SWA).

En Éthiopie, le sous-groupe EAH de l'alliance de la société civile du Mouvement SUN est un fructueux lieu d'échanges permettant le partage d'expériences d'intégration et de réflexions sur les obstacles au progrès. À Madagascar, l'Office National de Nutrition et plusieurs ONG ont cherché à recenser et à partager les enseignements de modèles tels que le « village de nutrition » à Masindray, qui associe EAH, nutrition, santé, éducation et moyens d'existence au sein d'un seul programme réunissant différentes parties prenantes.

7 Redevabilité

La transparence et le respect du principe de redevabilité sont essentiels dans le cadre d'approches intersectorielles.

Les rôles et responsabilités entre les secteurs et parties prenantes travaillant dans les domaines de l'EAH et de la nutrition doivent être clairement définis, et des critères communs de mesure de réussite doivent être établis. De nouvelles approches intersectorielles doivent faire l'objet d'une communication claire et ouverte auprès des citoyens, afin d'en démontrer les bénéfices attendus au long cours. La société civile et les ONG doivent avoir la possibilité de contribuer à chacune des phases de l'approche intergouvernementale, du lancement du plan intersectoriel à l'évaluation des progrès réalisés, en passant par le suivi des allocations budgétaires.

À Madagascar, des plateformes de la société civile actives, telles que l'alliance de la société civile du Mouvement SUN, travaillent en lien avec la plateforme du secteur EAH afin de promouvoir des approches intersectorielles et de demander des comptes au gouvernement quant aux progrès réalisés au titre du plan national de nutrition et quant à ses engagements plus généraux en vue de la réalisation des objectifs de développement durable d'ici à 2030.

Des enfants prennent leur petit-déjeuner au centre de développement de la petite enfance de Ntondoko, à Zomba, au Malawi



WaterAid / Dennis Lupenga

À l'échelle mondiale, le manque d'assainissement est le deuxième facteur de risque de retard de croissance⁵

Cette note d'information est le fruit d'une collaboration entre Action contre la Faim et WaterAid, en appui au Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN) et au partenariat Assainissement et eau potable pour tous (SWA) relatifs à l'EAH et à la nutrition. Elle s'accompagne de trois études de cas nationales fondées sur des entretiens avec des parties prenantes au Cambodge, en Éthiopie et à Madagascar destinés à retracer les réussites, les difficultés, les perspectives et les recommandations et ainsi renforcer la synergie entre EAH et nutrition.

Nous adressons nos plus vifs remerciements aux équipes pays de WaterAid et d'Action contre la Faim au Cambodge, en Éthiopie et à Madagascar pour leur contribution à ce travail de recherche, ainsi qu'à toutes les personnes ayant donné de leur temps lors des entretiens.

Merci de mentionner comme référence : WaterAid et Action contre la Faim (2019). *Des solutions pratiques pour intégrer la nutrition et l'eau, l'assainissement et l'hygiène*. Disponible à l'adresse washmatters.wateraid.org/practical-pathways-nutrition-wash

 @wateraid @ACF_UK

Découvrez comment Madagascar, le Cambodge et l'Éthiopie intègrent l'EAH et la nutrition : washmatters.wateraid.org/practical-pathways-nutrition-wash

WaterAid est une organisation internationale à but non lucratif œuvrant à démocratiser l'accès à l'eau potable, à des toilettes décentes et à de bonnes conditions d'hygiène partout et pour tous, en moins d'une génération.

Action contre la Faim est une organisation humanitaire internationale qui mène des actions concrètes pour combattre les causes et les conséquences de la faim.



Références

¹ WaterAid/WaterAid et Action contre la Faim. *Intégration de l'eau, l'assainissement et l'hygiène et de la nutrition à Madagascar, au Cambodge et en Éthiopie*. Études de cas. washmatters.wateraid.org/practical-pathways-nutrition-wash

² Par exemple, Action contre la Faim synthétise cela sous la forme de cinq piliers dans son rapport *WASH Nutrition: a practical guidebook on increasing nutritional impact through integration of WASH and nutrition programmes (EAH et nutrition : guide pratique pour améliorer l'impact nutritionnel en intégrant les programmes EAH et de nutrition)*, destiné aux professionnels de l'humanitaire et du développement. Service de l'Union européenne à l'aide humanitaire et à la protection civile et UNICEF. actionagainsthunger.org/publication/2017/01/increasing-nutritional-impact-through-integration-wash-and-nutrition-programmes

³ USAID (2015). *WASH & nutrition: water and development strategy implementation brief*. usaid.gov/sites/default/files/documents/1865/WASH_Nutrition_Implementation_Brief_Jan_2015.pdf

⁴ Chase, C. et Nguru, F. (2016). *Multisectoral approaches to improve nutrition: water, sanitation and hygiene*. Programme de la Banque mondiale pour l'eau et l'assainissement, note technique. documents.worldbank.org/curated/en/881101468196156182/pdf/102935-WSP-Box394845B-PUBLIC-ADD-SERIES-Water-and-Sanitation-Program-WSP.pdf

⁵ Danaei, G. et al. (2016). *Risk factors for childhood stunting in 137 developing countries: a comparative risk assessment analysis at global, regional & country levels*. PLOS Medicine 13(11): e1002164. doi.org/10.1371/journal.pmed.1002164